



Mathématiques : l'art de ne rien résoudre en complexifiant le quotidien des établissements...

Le Ministre a communiqué la semaine dernière sa décision quant au retour des mathématiques dans le tronc commun en classe de première : une heure et demie ajoutée à la rentrée 2023 pour les élèves qui n'auront pas choisi la spécialité "mathématiques".

A cette décision unilatérale, qui ne tient pas compte de l'avis du comité de suivi de la réforme du lycée, le SNPDEN-UNSA répond :

- C'est une décision **qui pénalise les élèves et crée des injustices et des inégalités** : les élèves qui n'auront pas la spécialité "mathématiques" se verront ajouter des heures dans un emploi du temps déjà chargé qui, d'ailleurs, posera des problèmes techniques de faisabilité dans de nombreux lycées.
- C'est une décision qui **ne résoudra pas la question de la qualité de l'enseignement des mathématiques** et la nécessité de former des scientifiques de haut niveau pour répondre aux besoins du tissu économique. Cette heure et demie est bien insuffisante pour cela. La logique des moyens a, une nouvelle fois, prévalu par rapport à l'intérêt final et véritable des élèves.
- C'est une décision qui **ne tient pas compte de la réalité globale de l'enseignement des mathématiques**. Le SNPDEN-UNSA défend la nécessité de réfléchir bien en amont de la classe de première, au collège comme au primaire, aux finalités et aux modalités de l'enseignement des mathématiques. Faut-il encore, en 2022, accepter la prégnance absolue de cette discipline dans l'obtention des diplômes, des critères de sélection et des parcours de formation dans l'enseignement supérieur ?
- C'est une décision qui **ne résoudra pas non plus la question de l'appétence des jeunes filles pour les mathématiques**. Un enseignement imposé n'a pas vocation à faire aimer les mathématiques.
- C'est une décision qui **ne rendra pas plus attractif l'enseignement des mathématiques**. La sensibilisation, les modules, les clubs, les groupes à effectifs réduits sont en opposition avec les besoins du développement d'une véritable culture mathématique de l'école à l'université.

En un mot, cette décision ne correspond, ni à nos mandats, ni aux besoins, pas plus qu'elle ne tient compte des réflexions engagées dans le cadre du Comité de Suivi des lycées, et montre une nouvelle fois que le ministère se tient parfois bien loin des réalités du terrain.

Bruno BOBKIEWICZ, Secrétaire général